

*l'Anti*capitaliste

n°682 | 9 novembre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire de LANTICAPITALISTE.ORG

GUERRE D'ISRAËL CONTRE LES PALESTINIEN·NE·S



MOBILISATION!

GRANDES PUISSANCES COMPLICES

ZOOM

Un pouvoir qui se défend
et protège les forts

Page 2

ARGUMENTS

Contre le projet colonial
israélien, le droit au
retour des PalestinienEs

Page 5

LUTTER

Écologie. Climat : encore
un rapport accablant!

Page 6

PENSER / AGIR

Hommage. Charles Piaget
(1928-2023) : un très grand
monsieur s'en est allé

Page 7

Édito

Des services publics dans la tempête

Par **FABIENNE DOLET**

Une rafale de vent à 207 km/heure enregistrée dans le Finistère! Record ou pas, la tempête Ciaran a dévasté le quart nord-ouest de la France et devrait se classer parmi les quarante tempêtes majeures depuis 1980. Elle a été suivie de peu par Domingos dans le quart sud-ouest. Au moins trois morts en France et plus d'une cinquantaine de personnes blessées. Si Ciaran et Domingos n'atteignent pas le niveau de sévérité de Lothar et Martin de décembre 1999, c'est parce qu'elles n'ont pas touché l'ensemble du territoire. En 1999, 3,45 millions de foyers avaient été privés d'électricité et il avait fallu une semaine pour un retour à la normale. Un délai dont s'étaient alors félicités les pouvoirs publics, fiers des services publics. Une autre époque! Cette année, sur un territoire plus restreint, ce sont plus de 1,2 million de foyers qui ont été privés d'électricité. Quatre jours plus tard, le 6 novembre au matin, seuls 126 000 foyers restaient sans courant. Les 4 400 agents d'Enedis, entreprise toujours à 100 % sous le contrôle de l'État, ont œuvré durant tout le week-end pour rétablir le courant.

Cependant, bien peu de représentantEs politiques ou d'éditorialistes ont applaudi le travail effectué, dans des conditions parfois difficiles, des agents du service public, travail qui a coûté la vie à l'un des leurs samedi soir à Pont-Aven. Les tenants de la libre concurrence imaginent-ils vraiment qu'une entreprise privée entièrement soumise à la rentabilité et à la concurrence aurait eu la même capacité d'intervention? Ce qui reste du service public de l'électricité a bel et bien été utile, et même indispensable pour faire face à de tels dégâts. Il en est de même pour d'autres services publics mobilisés, tels Météo-France, en matière d'alerte des risques, et l'ONF (Office national des forêts), pourtant inquiet de sa privatisation rampante. À l'inverse, l'exigence de rentabilité des assureurs devient un véritable obstacle. Contre l'individualisation des risques, la mutualisation sous le contrôle de la collectivité devrait être la règle. Face aux catastrophes naturelles qui se répètent, fruits pourris du réchauffement climatique, nous avons besoin de services publics forts. Ils sont les premiers jalons d'une société pleinement solidaire.

Bien dit

Historiquement, le terrorisme est l'arme des pauvres et des guerres asymétriques. [...] Si le terrorisme est toujours inacceptable, celui de l'opresseur est bien pire que celui de l'opprimé.

ENZO TRAVERSO, entretien dans *Mediapart*, 5 novembre 2023.

Un pouvoir qui se défend et protège les forts

Macron est bien minoritaire, que ce soit dans l'opinion ou dans le cadre des institutions, ce qui l'oblige constamment à passer en force. Pourtant ce pouvoir voudrait faire oublier cette situation en saturant l'espace politique pour mettre en œuvre ses mesures les plus réactionnaires...

Ainsi, Macron veut se montrer omniprésent sur les questions internationales, au point de se ridiculiser en faisant en deux jours des propositions contradictoires sur le conflit israélo-palestinien. Des manières symptomatiques du profond mépris pour les mortEs aussi bien israéliens que palestiniens, écrasés sous les bombes, sous pression du blocus israélien qui décime Gaza.

Leur République des « mis-en-examen »

Macron se veut tout-puissant pour pouvoir maintenir au pouvoir, envers et contre tout, celles et ceux qui s'estiment au-dessus du droit commun, comme son actuel ministre de la Justice. Dans la série des inédits, Dupond-Moretti est le premier ministre jugé en tant que ministre... alors qu'il est toujours en fonction! Cet ancien avocat a fait son nom et sa fortune (se vantant même d'avoir divisé ses revenus par 14 en devenant ministre) en défendant n'importe quel accusé du moment que le procès médiatisé pouvait le mettre sous le feu des projecteurs. Une fois devenu ministre, il lui est reproché d'avoir utilisé sa fonction pour attaquer des magistrats qu'il avait précédemment trouvés sur son chemin... Cela lui vaut donc aujourd'hui de se retrouver pour « conflits d'intérêts » devant une cour de justice spéciale. « Emmanuel Macron le garde parce que tout le monde est

mis en examen désormais, tout le monde est visé par des enquêtes », résume le conseiller de l'ombre du chef de l'État, Thierry Solère, lui-même multi-mis en examen... La bienveillance de Macron est en fait un blanc-seing donné à celui qui a montré à chaque occasion sa plus grande fermeté contre les jeunes révoltés après le meurtre de Nahel en juillet, mais aussi contre leurs familles, ou contre les abayas menaçant

prétendument la laïcité en septembre.

Surenchères à droite et à l'extrême droite

Affaibli dans les institutions, Macron veut contourner les débats politiques de l'Assemblée nationale où il est minoritaire. Il a ainsi convoqué mi-novembre les représentants de partis politiques dans un lieu bien symbolique, l'ancienne abbaye

À la Une

des rois à Saint-Denis... au cœur de la Seine-Saint-Denis, département qui concentre les plus fortes inégalités sociales. Un endroit où il ne peut se déplacer qu'en saturant l'espace public de forces policières pour se protéger de la population! Il y convoque les partis politiques institutionnels pour discuter de l'éventualité de référendums sur des « projets de lois relevant de questions sociétales » mais aussi « de réformes plus larges touchant plusieurs aspects intriqués entre eux, comme c'est le cas des questions migratoires qui relèvent de sujets régaliens, économiques, sociaux ou même diplomatiques ».

Derrière ce charabia grandiloquent, il n'est évidemment pas question de nouveaux droits sociaux ou démocratiques. Personne n'a oublié le refus de tout référendum sur les retraites, cela alors que les trois quarts de la population étaient pourtant opposés à sa contre-réforme... En réalité, l'objectif est essentiellement de sonder la droite LR sur ce que le gouvernement pourrait leur lâcher pour faire passer le projet de loi de Darmanin sur l'immigration. Un projet de loi qui s'inscrit dans une surenchère nauséabonde entre la droite — macroniste ou LR — et l'extrême droite de Le Pen : contre les migrantEs qui voudraient venir en France, mais aussi contre toutes les personnes qui vivent et travaillent déjà ici, avec ou sans titre de séjour, considérées pourtant comme « étrangères », comme des menaces dont il faudrait se « protéger »... Le projet de loi va sérieusement compliquer l'accueil et la vie des migrantEs, restreindre leurs droits. Il y a donc urgence!

Construire la mobilisation contre la loi Darmanin, contre la fuite en avant réactionnaire, contre la toute-puissance autoritaire du macronisme, est un des enjeux de ces prochaines semaines.

Nouveau Parti anticapitaliste

DARMANIN TA LOI ELLE PLIE DE LA GUEULE!



CHARMAG



HALTE AU MASSACRE À GAZA ET EN CISJORDANIE. Samedi 4 novembre, se tenait à Paris la première manifestation autorisée en soutien aux droits des PalestinienEs. Elle a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes à l'appel des associations, des syndicats et des partis politiques. Dans plusieurs autres villes, la solidarité a pu s'exprimer ce jour-là : Angers, Bourges, Tours, Clermont-Ferrand, Besançon, Nancy, Nantes, Lyon, Montpellier, Orléans, Épinal... La mobilisation doit continuer! PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

À voir sur le site

Gaza, Paris, résistance!
Manifestation pour la Palestine à Paris



LFI NUPES Mort clinique à gauche ?

Secousses sévères ces derniers jours... La guerre au Proche-Orient a été un révélateur autant qu'un prétexte pour acter la mise en sommeil de la Nupes par ceux qui n'en veulent plus. Dans le même temps, les tensions internes à LFI, dont la mise en retrait sanctionnant Raquel Garrido, amplifient la crise d'une gauche morcelée autour de batailles pour son leadership.

Samedi dernier, l'ensemble des forces composant encore (sur le papier) la Nouvelle Union populaire écologique et sociale étaient ensemble dans la rue, au côté des syndicats et des collectifs de solidarité avec la Palestine, pour exiger un cessez-le-feu immédiat. Cela ne suffit pas à effacer que — quelques jours après de multiples épisodes où les principaux dirigeants du PCF, d'ÉELV et du PS ont à tour à tour pris publiquement leur distance avec Jean-Luc Mélenchon et LFI — le dernier fil tenu de l'existence de la Nupes était coupé. À savoir les réunions hebdomadaires de l'inter-groupe Nupes à l'Assemblée nationale. Comme le dit l'adage, en politique on n'est jamais mort... Mais quelquefois ça y ressemble !

Du « moratoire sur sa participation aux travaux » de la Nupes, décidé par le PS, à la déclaration du PCF qualifiant celle-ci d'« impasse » et appelant à « un nouveau type d'union » à gauche, en passant par les attaques virulentes de Marine Tondelier d'ÉELV contre Mélenchon, la cristallisation d'un nouvel arc de forces anti-Insoumis s'est accélérée en extériorité de la



Nupes, en particulier à la faveur d'une bien mauvaise polémique politico-médiatique sur les positions de Mélenchon et de LFI concernant la qualification des crimes commis par le Hamas le 7 octobre. Plutôt un prétexte pour mettre à distance l'orientation, plus à gauche, portée par une Nupes hégémonisée depuis sa fondation autour de la ligne issue directement de la campagne présidentielle de Mélenchon. Pourtant, quel que soit le sujet,

on n'y échappera pas : gestion du système ou rupture (au moins avec le logiciel néolibéral), il faut choisir !

Coups de pression

On ne peut comprendre les éléments de tensions internes, voire de crises, qui secouent actuellement La France insoumise que dans ce contexte de retour de balancier de gauche à droite. Après des débats internes mal maîtrisés, voire houleux,

autour du scandaleux retour de Quatennens (condamné pour violence conjugale) ou d'une vie démocratique interne opaque (pour ne pas dire plus), le mouvement, fragilisé, a du mal à résister aux pressions exogènes actuelles. D'où l'exigence par sa direction d'une discipline pour le moins hors de propos, dans un climat de forteresse assiégée qui ne supporte aucune remise en cause. Ni celle d'un des éléments incontournables de l'appareil, Sophia Chikirou, ni celle de Mélenchon, qui incarne chez les Insoumis à la fois le consensus qui renforce l'unité politique du mouvement mais aussi sa profonde fragilité à envisager toute vie après lui... Au-delà des calculs et des ambitions personnelles, les propos de Raquel Garrido pour lesquels elle est aujourd'hui sanctionnée (entre autres pour avoir dit publiquement que Mélenchon n'a « fait que nuire depuis dix mois »), illustrent le malaise d'une LFI en panne de perspectives. Pour les Insoumis, la construction d'une unité de l'ensemble de la gauche sociale et politique, y compris en voulant mettre sous le tapis des clivages politiques bien réels, reste la condition sine qua non des prochaines victoires électorales. Pourtant, cette unité ne peut se prolonger aujourd'hui qu'au prix d'une clarification du projet et de la mise en place d'un outil combatif et démocratique pour le porter.

Manu Bichindaritz

CISJORDANIE Face aux attaques de l'armée et des colons israéliens, peur, désespoir et colère des PalestinienEs

Des amiEs à Beit Jala/Bethléem et au camp de réfugiés Dheisheh nous confirment cette situation dramatique pour les PalestinienEs. Beit Jala, à côté de Bethléem, ville principalement chrétienne de 12000 habitantEs, se situe à 10 kilomètres de Jérusalem. Des dizaines de milliers de PalestinienEs sont partis de Beit Jala au Chili après 1948, et depuis ils continuent à s'exiler pour échapper aux menaces permanentes de l'État sioniste. On parle de 100 000 personnes exilées ou descendantes au Chili et aux Amériques, provenant de la région de Beit Jala/Bethléem. D'ailleurs, l'espagnol est une langue parlée par beaucoup de monde dans ces villes. Les maisons abandonnées par les exiléEs ont accueilli des réfugiés de la Nakba.

À quelque dix kilomètres de Jérusalem Dheisheh fait partie des nombreux camps de réfugiés créés en 1949. Sur une surface de 1 km² vivent aujourd'hui 17 000 personnes dans des conditions particulièrement difficiles.

Ville et camp des réfugiés sont entourés de colonies, et le mur de la haine et de la honte construit par Israël découpe, encercle, emprisonne le Territoire palestinien occupé. Depuis la construction de ce mur, pour se rendre de Bethléem à Jérusalem, à 10 km de là, il faut passer des heures aux checkpoints. Aujourd'hui, les PalestinienEs ne peuvent aller nulle part. Elles et ils sont prisonnierEs d'un état de siège permanent.

Les images qu'ils ont pu nous transmettre confirment l'état d'occupation et de siège : des colons menaçants, des villageoisEs chassés

Les massacres du peuple palestinien de Gaza sont innommables mais les nouvelles provenant de la Cisjordanie sont également terrifiantes. Villes, villages et camps de réfugiés quadrillés jour et nuit; arrestations et tueries quotidiennes; menaces; agressions permanentes et expulsion des habitantEs de leurs villages par l'armée israélienne et les colons.



violemment de leurs champs au moment de la récolte des olives; des rues désertes traversées par des soldats israéliens surarmés; des PalestinienEs arrêtés violemment à l'aube, mains et pieds attachés, yeux bandés... Michel* qui vit à Beit Jala, nous parle de tous les checkpoints de l'armée dans la ville et nous dit qu'il y a des choses horribles qui ont lieu partout dans la région de Bethléem, notamment dans les villages et à proximité des colonies.

S'exiler ? Pour aller où ?

Hassan* vit avec sa femme et leurs trois très jeunes enfants à Dheisheh. BloquésEs

dans leur petit appartement. Cela fait plusieurs semaines qu'ils n'ont pas pu voir le reste de la famille. Des soldats et colons armés, des tracts des colons ordonnant aux PalestinienEs de partir en Jordanie, trois personnes assassinées en quinze jours dont un jeune de 16 ans. On voit le corps inanimé, le sang, les obsèques...

Quand on lui pose la question du travail, il répond qu'il n'y en a plus « tout simplement » et que ce n'est pas facile de se débrouiller pour subvenir aux besoins de sa famille. L'État sioniste et colonial mène une guerre totale à Gaza. Il attaque aussi toutes les PalestinienEs. La situation en Cisjordanie est également grave. La peur, le désespoir mais aussi la colère sont palpables dans nos échanges. Nos amiEs se posent la question : « Devons-nous partir aussi, comme l'ordonnent les colons et le veut l'État sioniste, avant qu'il ne soit trop tard. Mais pour aller où ? » Elles et ils voudraient encore croire à la solidarité internationale et garder un peu d'espoir. C'est notre devoir de manifester, massivement, notre solidarité, mettre la pression sur notre gouvernement pour dire : « Halte à cette situation ». C'est le minimum qu'on doit au peuple palestinien.

Théo S.

*Les prénoms ont été changés.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

No comment

La seule escroquerie dans cette histoire c'est le tribunal.

DONALD TRUMP, devant les juges de la Cour suprême de l'État de New York, le 6 novembre 2023.

Pour l'ancien président des États-Unis, face aux accusations de fraudes financières pour surévaluer sa fortune et obtenir des prêts à taux très avantageux, la meilleure défense c'est l'attaque !

Agenda

Dimanche 12 novembre, manifestation en solidarité avec la Palestine, Paris. À 15h, République.

Dimanche 12 novembre, forums sociaux antifascistes, Villeurbanne. De 10h à 19h, au CCVA de Villeurbanne (bus 69, arrêt Flachat).

Mardi 14 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Orléans. À 20h, salle du complexe de l'Étuvée, 4, rue Georges-Landré.

Mardi 14 novembre, rencontres de la Brèche Violences obstétricales et gynécologiques, Paris 12^e. Pour la sortie du livre collectif *Violences obstétricales et gynécologiques: que fait-on de la parole des femmes?*, sous la direction de Sonia Bisch (L'Harmattan, 2023), la Brèche reçoit Sonia Bisch à la librairie, à 19h (27, rue Taine 75012 Paris, Métro Daumesnil).

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr



ALLEMAGNE

La guerre de Gaza et la raison d'État

Le gouvernement allemand ne soutient même pas l'appel à un cessez-le-feu. Aucun autre gouvernement dans le monde ne soutient aussi totalement la politique des gouvernements israéliens, quel que soit le degré de leur positionnement à l'extrême droite et leur racisme.

On pourrait penser que cette attitude est un devoir incontournable dans le contexte de l'Holocauste perpétré par l'Allemagne nazie. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, il s'avère que ce n'est pas une aide pour les Juifs. Sur un total de 3,5 milliards de Deutsche Marks de « réparation », seuls 500 millions (via la Jewish Claims Conference) sont allés aux personnes directement et indirectement concernées par l'Holocauste. Tout le reste a été dépensé pour soutenir l'État d'apartheid d'Israël (dont un tiers par des marchandises en provenance d'Allemagne, notamment des armes). Mais avant tout, l'accord de 1952 était la carte d'entrée de l'Allemagne dans le monde occidental après la Seconde Guerre mondiale.

Un soutien à Israël mais pas plus de sécurité pour les Juifs

Le soutien politique apporté à Israël par le gouvernement allemand a également pour effet de promouvoir le système colonialiste, ce qui a pour conséquence la poursuite et le durcissement de la politique de colonisation en Cisjordanie et le bouclage de la bande de Gaza depuis seize ans. En fin de compte, cela ne fait que perpétuer les tensions en Israël-Palestine et dans la région. Cela n'apporte donc pas plus de sécurité aux habitants d'Israël, et cela n'a pas attendu l'attaque du 7 octobre pour être visible. Enfin, quelle doit être l'ampleur de la colère et du désespoir pour lancer une action telle que celle du 7 octobre contre une puissance militaire aussi largement supérieure ? L'oppression de la population palestinienne depuis des décennies ne justifie évidemment pas les meurtres et les prises en otage de civils, mais elle démontre qu'aucune paix ne peut être établie avec l'État d'apartheid et l'oppression sociale et militaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La raison d'État allemande

Plus que dans de nombreux autres pays, l'antisémitisme est très répandu en Allemagne. Afin de ne pas se voir reprocher cela par l'opinion publique mondiale et préserver son ancrage dans la « communauté de valeurs occidentale », les gouvernements allemands — ainsi que tous les grands médias et autres « leaders d'opinion » — se positionnent comme des soutiens indéfectibles des gouvernements israéliens, quelle que soit l'action meurtrière de ces derniers, comme si les gouvernements israéliens respectifs étaient les représentants exclusifs de tous les juifs, où qu'ils vivent.

Cette attitude de soutien inconditionnel et sans critique de tous les gouvernements israéliens est qualifiée de « raison d'État allemande » par les gouvernements allemands. Cette attitude s'accompagne d'une forte répression à l'encontre de toutes les organisations et de tous les individus qui critiquent le gouvernement israélien. En principe, le gouvernement et les médias mettent un signe d'égalité entre la critique d'Israël et l'antisémitisme. Associé au racisme général, cela touche particulièrement les personnes originaires du monde arabe. Ils sont harcelés, régulièrement arrêtés lors de manifestations et criminalisés. La liberté d'expression en général en est entamée, pas seulement sur le thème d'Israël.

Cela rend la solidarité avec la Palestine encore plus difficile en Allemagne que dans d'autres pays occidentaux, mais elle reste une tâche indispensable de la solidarité internationaliste.

Jakob Schäfer

À lire sur le site



Allemagne: la fuite en avant du gouvernement face à l'AfD,
par Jakob Schäfer

USA Une victoire dans l'automobile qui pourrait transformer le mouvement syndical américain

Le syndicat de l'automobile United Auto Workers (UAW) a mené une grève de 45 jours contre les trois grands constructeurs américains — Ford, Stellantis et General Motors. Dans le cadre du contrat négocié en octobre, ils ont obtenu non seulement d'importantes augmentations de salaire et la suppression des niveaux (qui permettent de payer beaucoup moins certains travailleurs), mais aussi une réduction de l'arbitraire des entreprises sur leurs usines.

Cela faisait des décennies que les États-Unis n'avaient pas vu un syndicat mener une telle grève de travailleurEs dans l'industrie. Pour la première fois, l'UAW a frappé les trois entreprises en même temps, en recourant à une grève progressive dans des usines stratégiquement choisies, qui a fini par impliquer 50 000 travailleurEs dans tout le pays et a contraint les entreprises à céder.

Quatre résultats d'ampleur

Cette grève a eu quatre résultats significatifs. Premièrement, en termes de salaires, elle augmentera les rémunérations des 150 000 travailleurEs syndiquéEs de l'automobile d'au moins 25% au cours des quatre ans et demi à venir. Elle permettra également aux travailleurEs des deuxième et de troisième niveaux d'atteindre le même niveau que leurs collègues, ce qui signifie une augmentation de salaire de plus de 150% pour certains d'entre eux. De nombreux travailleurEs temporaires deviendront des salariéEs permanents. Le nouveau contrat rétablit également l'ajustement des salaires au coût de la vie, perdu en 2008, ce qui pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de 5% à 10%. À la fin du contrat, les travailleurEs de l'automobile gagneront 82 000 dollars par an, voire 100 000 dollars avec la participation aux bénéfices, les primes et les heures supplémentaires. La situation financière des travailleurs de l'automobile sera nettement meilleure qu'elle



ne l'a été depuis des décennies. Deuxièmement, l'UAW a empiété sur les prérogatives des entreprises en matière d'investissement. Il a imposé aux entreprises des exigences qui pourraient protéger les syndiquéEs alors que l'industrie passe des moteurs thermiques aux véhicules électriques. Les travailleurEs de Ford et de GM travaillant dans les nouvelles usines de batteries que les entreprises construisent dans le Tennessee, l'Ohio et le Michigan seront couverts par le contrat syndical. Le syndicat a obtenu de Stellantis qu'elle rouvre une usine à Belvidere, dans l'Illinois, qu'elle avait fermée l'année dernière. Troisièmement, la grève a également eu des dimensions politiques, renforçant les liens entre les démocrates et le syndicat. Le sénateur Bernie Sanders a rejoint Shawn Fain lors d'un rassemblement où il a déclaré que l'UAW menait une grève contre « la cupidité des entreprises et

pour dire aux dirigeants que ce pays appartient à tous, pas seulement à quelques-uns ». En septembre, dans le Michigan, Biden est devenu le premier président à rejoindre les travailleurEs sur un piquet de grève. Il l'a fait pour promouvoir sa « transition verte » (incarnée par sa loi sur la réduction de l'inflation — Inflation Reduction Act —, qui prévoit mille milliards de dollars de dépenses), et pour rivaliser avec Donald Trump en vue d'obtenir les votes des travailleurEs. Biden a déclaré que le nouveau contrat « récompenserait les travailleurs de l'automobile qui ont beaucoup sacrifié pour que l'industrie continue à fonctionner et à se développer pendant la crise financière mondiale, il y a plus de dix ans ».

Enfin, la victoire de l'UAW renforce sa position pour organiser les usines non syndiquées qui produisent la moitié des voitures fabriquées aux États-Unis. Toyota,

Mazda, Honda, Volkswagen, Volvo, BMW, Mercedes et Hyundai emploient de nombreux travailleurEs. L'UAW a déjà annoncé qu'elle lançait des campagnes pour organiser Toyota et Tesla, l'entreprise d'Elon Musk. Toyota a réagi en augmentant les salaires de ses travailleurEs, mais moins que ne l'aurait fait le contrat obtenu par l'UAW.

L'arme des travailleurEs, c'est la grève!

Pendant quarante ans, les syndicats américains, en particulier les syndicats de travailleurEs de l'industrie, n'ont pratiquement pas fait grève. Les dirigeantEs syndicaux, partenaires du patronat, bureaucratisés et, comme les anciens dirigeants de l'UAW, parfois corrompus, négociaient des concessions qui rabotaient les salaires, les soins de santé, les retraites et les droits des travailleurEs sur leur lieu de travail. Les travailleurEs se sont donc sentis économiquement floués, aliénés par leur travail et leur syndicat, et profondément démoralisés. Aujourd'hui, l'UAW confirme que la grève est l'arme la plus importante des travailleurEs. Le président de l'UAW, Shawn Fain, a déclaré que le syndicat faisait grève non seulement pour les travailleurEs de l'automobile, mais aussi pour l'ensemble de la classe ouvrière contre la classe des milliardaires. Cette grève semble donc avoir ouvert une bataille bien plus importante pour les droits des travailleurEs.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

TCHAD Macron aux côtés de la dictature tchadienne

Macron soutient la dictature au Tchad pour préserver les bases militaires françaises en dépit d'une opposition grandissante des populations.

Le Tchad est l'illustration parfaite du double langage des autorités françaises sur la question de la démocratie en Afrique. Si elles sont promptes à condamner les coups d'État dans les pays sahéliers, elles soutiennent la prise de pouvoir dynastique de Mahamat Idriss Déby dont le défunt père a régné sur le pays plus d'une trentaine d'années.

Jeu de nuit

Cette prise du pouvoir du fils Déby en avril 2021 est issue d'un coup d'État constitutionnel mené par une clique de généraux qui se sont approprié le pays depuis des décennies. Dès le début, le fils Déby s'est installé par la répression. Pour faire bonne figure, il a promis une transition de dix-huit mois et convoqué une conférence nationale souveraine boycottée par l'opposition. Cette conférence actera les desideratas de la junte. Cette dernière annoncera la prorogation de son pouvoir de deux années.

En réponse, l'opposition politique et les organisations militantes de la société civile appellent le jeudi 22 octobre 2022 à descendre

dans la rue. La répression qui s'abat sur la manifestation s'apparente à un massacre et restera dans les mémoires comme le Jeudi noir. Plus de deux cents morts, des arrestations par centaines qui continueront les semaines suivantes. Le but est de décapiter l'opposition. La plupart seront déportés à la prison de Koro Toro à 600 kilomètres de la capitale N'Djaména. Ceux qui en sont revenus racontent comment les cadavres ont été jetés lors du trajet, et les traitements inhumains de cette prison gérée par des anciens prisonniers de Boko Haram.

Pivot sahélier

La répression sur le terrain continue, à deux mois d'un référendum sur la modification de la Constitution visant à renforcer le caractère centraliste du pouvoir, dans un pays dont la grande diversité religieuse et communautaire mériterait au contraire une organisation plus fédérale.

Du massacre du Jeudi noir aux multiples atteintes aux droits humains, la diplomatie française reste silencieuse. Son but est de préserver la stabilité du pays qu'elle associe



Mahamat Idriss Déby en 2022. WIKIMEDIA COMMONS

au régime en place. Ainsi, les autorités françaises n'hésiteront pas à plusieurs reprises et en l'absence de tout contrôle parlementaire, à engager les forces françaises contre les attaques rebelles menaçant le pouvoir. Car le Tchad reste un pays décisif dans l'architecture militaire de la France en Afrique. Lors de l'opération Barkhane, les soldats tchadiens ont été envoyés en première ligne contre les djihadistes. Aujourd'hui, c'est le seul pays du Sahel qui accepte encore le positionnement de l'armée française sur son sol.

Une situation bien précaire au vu des mobilisations de plus en plus importantes qui contestent la présence militaire de la France. Une lutte à relayer et à soutenir dans l'hexagone, car le départ des troupes françaises du Tchad reviendrait aussi à la chute d'un régime qui n'a que trop duré.

Paul Martial

RÉFUGIÉ·E·S PALESTINIENS Un enjeu majeur

En 2015, 5 589 488 réfugiés palestiniens étaient enregistrés auprès des agences de l'ONU. 67% des Palestiniens à Gaza et 43% en Cisjordanie sont des réfugiés. Seulement 34,2% de la population palestinienne n'a jamais été déplacée¹. Ils sont aujourd'hui environ 5,9 millions.

Les réfugiés vivent dans une soixantaine de camps répartis entre, d'une part la Syrie, le Liban et la Jordanie, et d'autre part la Cisjordanie (19) et Gaza (8). Comme tous les camps de réfugiés dans le monde, ils ont d'abord été des camps de toile, provisoires, destinés à être démantelés à la fin du conflit. Mais ceux-ci, de provisoires sont devenus durables.

Les camps de réfugiés

Ils se sont donc transformés en de véritables zones urbaines extrêmement denses. Ne pouvant s'agrandir en surface, les constructions s'y empilent en hauteur dans des conditions parfois très précaires. Ce sont des zones de grande pauvreté qui ont de tout temps été des creusets de la résistance palestinienne. Sur leurs murs, les tags et les portraits de martyrs voisinent les photos de jeunes emprisonnés.

Un statut!

Les réfugiés palestiniens sont à l'origine les personnes qui résidaient en Palestine mandataire (le territoire actuel d'Israël et de la Palestine réunis) et qui ont dû fuir leur région ou qui en ont été chassés lors de la guerre de 1948, une « période de dépossession, de destructions, d'expulsions, de pillages et de massacres à l'encontre des Palestiniens menant à la création d'Israël en 1948 »². Leurs descendants sont également considérés comme réfugiés. Les réfugiés palestiniens sont dotés d'un statut unique au monde garanti par un programme spécifique de l'ONU, l'UNRWA³.

Le droit au retour

La résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée à l'ONU le 11 décembre 1948 « Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers » (article 11). C'est l'UNRWA qui doit garantir la mise en œuvre de cette résolution. Israël

s'opposant, depuis 1948, à toute évocation du droit au retour, l'UNRWA a vu son mandat renouvelé en permanence.

La clé

Une vieille clé, brandie par les Palestiniens lors des commémorations de la Nakba le 15 mai, symbolise l'expulsion des Palestiniens de 1948, la destruction de leurs maisons, de leurs villages, avant et pendant la guerre de 1948. Mais elle représente également leur indéfectible volonté de faire valoir leur droit au retour! Israël et ses tuteurs impérialistes reviennent régulièrement à la charge, proposant de remplacer le droit au retour par des indemnités, proposant la fin de l'UNRWA — sous prétexte d'autodétermination des Palestiniens!

Or, les Palestiniens refusent de transiger. Pour eux, « rester c'est résister! », et ils continuent d'exiger la mise en œuvre du droit au retour — l'indemnisation ne devant concerner que celles et ceux qui ne veulent pas le mettre en œuvre pour eux-mêmes. Ils exigent également la pérennisation de l'UNRWA, aussi longtemps que la résolution 194 n'aura pas été appliquée. Si la question des réfugiés reste aujourd'hui une des clés de la situation en Palestine, c'est sans doute parce qu'elle est représentative des intentions de l'État d'Israël qui, rappelons-le, n'a jamais accepté de définir ses frontières, poursuivant le vieil objectif sioniste d'un État « plus grand et plus homogène que prévu, autrement dit "débarrassé" du gros de la population palestinienne »⁴. Il est à craindre que la guerre de Gaza, et ses prolongements en Cisjordanie via les agressions de colons armés, ne viennent raviver la flamme de ce projet funeste!

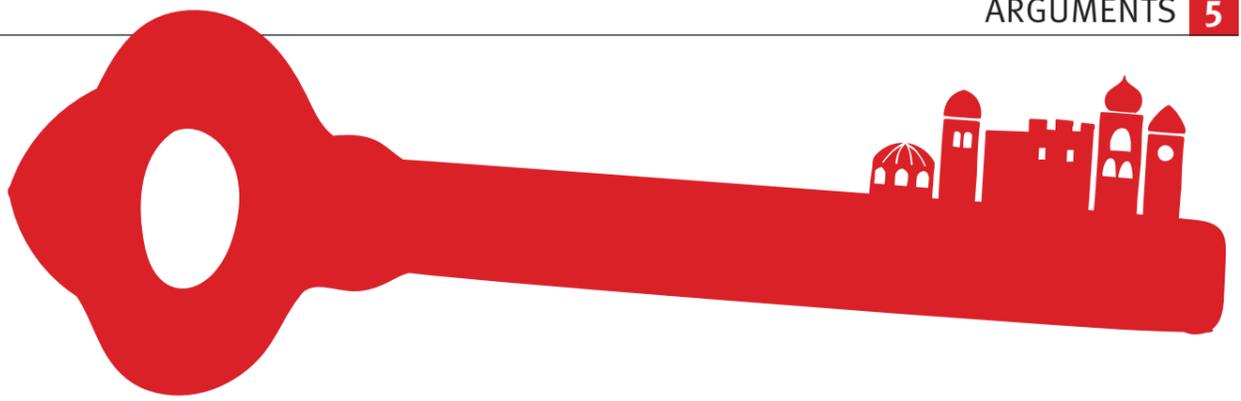
Louison Le Guen

1 – Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. Fiche contexte 2015

2 – Ibid.

3 – United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

4 – Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. Contre les idées reçues sur les réfugiés palestiniens, mai 2018.



CONTRE LE PROJET COLONIAL ISRAËLIEN, LE DROIT AU RETOUR DES PALESTINIEN·E·S

La guerre menée depuis le 7 octobre remet en lumière les racines du conflit israélo-palestinien. Un éclairage sur le projet colonial d'Israël à partir de la question du droit au retour des réfugiés, comme clé politique.

Réfugiés palestiniens et Palestiniens de 1948, les clés de la résolution du conflit

« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », c'est ainsi que les premiers sionistes de la fin du 19^e siècle concevaient le projet d'établissement d'un foyer juif en Palestine. Évidemment, la Palestine sous mandat britannique et avant elle les sandjaks de Jérusalem, Gaza, Naplouse et Safed sous l'empire Ottoman ne furent jamais vides de population. Mais pour les gouvernements coloniaux comme pour les premiers dirigeants sionistes européens, les habitantEs de ces territoires étaient simplement considérés comme des « indigènes » et, comme dans le cadre d'autres territoires colonisés, ne comptaient pas.

Si assez rapidement la question surgit dans les débats des intellectuels sionistes, c'est à partir des années 1930 que la réalité de la présence indigène, les Arabes de Palestine, expose littéralement face à l'expansion de la colonisation sioniste, notamment lors de la grande révolte arabe entre 1936 et 1939. Dix ans plus tard, en 1948, l'État israélien se construit dans la guerre face à l'armée arabe des pays naissants de la région et encore sous domination anglaise. Mais surtout, l'État s'érige au prix du nettoyage ethnique d'une partie des territoires palestiniens. À la force des armes, par le massacre et les violences, 800 000 Palestiniens sont expulsés de leurs villages et de leurs maisons et prennent la route de l'exil. Vingt-ans plus tard, au cours d'une nouvelle guerre, 300 000 Palestiniens sont à nouveau expulsés de Palestine. On aura donc transformé la réalité historique, démographique, physique d'un territoire pour le rendre conforme à l'idéal colonial : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Un projet colonial anachronique

Comme le rappelait Tony Judt¹, le projet colonial sioniste est une anachronie. C'est-à-dire que la colonisation et l'expulsion des Palestiniens doit être appréhendée comme partie prenante de la longue chaîne des entreprises de colonisations occidentales entamées aux siècles précédents, mais avec cette dimension particulière que le projet sioniste se concrétise au moment même où partout dans le monde,



Du point de vue arabe et palestinien, il n'y a pas de culpabilité à absoudre. Il n'y a que le droit et la justice de vivre sur sa terre en hommes et femmes libres

les peuples colonisés se soulèvent et entament leur décolonisation. Évidemment, la montée de l'antisémitisme en Europe tout au long des 19^e et 20^e siècles, culminant avec l'extermination de 6 millions de JuifEs pendant la Seconde Guerre mondiale, va procurer une légitimité politique et morale écrasante au projet des futurs dirigeants israéliens de construire un État national en mesure de protéger et d'émanciper les JuifEs.

Une légitimité politique et morale écrasante, certes, mais du point de vue de l'Occident qui a opéré en son sein l'entreprise d'éradication des JuifEs. Du point de vue arabe et palestinien, il n'y a pas de culpabilité à absoudre. Il n'y a que le droit et la justice de pouvoir récupérer sa terre et d'y vivre en hommes et femmes libres. Après tout, il y avait bien une terre et un peuple avant la naissance de l'État israélien. La preuve, aujourd'hui plus

de 5,9 millions de réfugiés palestiniens éparpillés à Gaza ou aux quatre coins du monde arabe, dont les droits inaliénables au retour sont reconnus par le droit international, attendent de pouvoir retrouver leurs maisons. De génération en génération, ils et elles en ont gardé précieusement la clé. La preuve, 20% de la population de l'État israélien, environ 1 800 000 personnes, sont des Palestiniens qui ont échappé aux nettoyages ethniques de 1948 et de 1967 et sont des citoyenEs au statut inférieur.

Droit au retour

Les « Palestiniens de 1948 » et réfugiés palestiniens sont les points nodaux du conflit israélo-palestinien. Il ne pourra y avoir de règlement sans la prise en compte de ces deux réalités, issues directement du caractère colonial de l'État sioniste. Dans ce

cadre, on le comprend tout de suite, la solution de deux États reconnus et souverains, établis dans leur frontière, s'écroule d'elle-même, car elle évacue ces deux questions. Que faire des réfugiés palestiniens? Doit-on les laisser rentrer dans leurs maisons? Ironont-ils dans ce qui devait être le futur État palestinien? Et les Palestiniens d'Israël, sont-ils condamnés à rester des citoyenEs inférieurEs — assujettis économiquement, politiquement, démographiquement, afin qu'ils ne remettent jamais en cause l'équilibre démographique et politique de l'État juif — jusqu'à la fin des temps? Ce sont d'ailleurs précisément ces questions qui ont contribué à faire échouer le processus d'Oslo en 1993. D'autres solutions existent. Certains envisagent un État binational reconnaissant un foyer national et pour les JuifEs et pour les Arabes en Palestine, d'autres parlent d'une confédération d'États arabes, juif et kurde reconnaissant les mêmes droits pour tous les peuples de la région. Et puis il y a aussi la solution sud-africaine, un État de tous ses citoyenEs. Quelques soient leurs modalités, ces solutions au conflit ont toutes un point en commun. Parce qu'elles mettent en œuvre le principe du respect du droit au retour des réfugiés et de l'égalité des droits, elles remettent fondamentalement en cause le caractère colonial du sionisme, c'est-à-dire la reconnaissance d'un foyer national pour les seuls JuifEs en Palestine.

Thomas Rid

1 – Historien britannique (1948-2010).

Le chiffre
5,9 millions
C'est le nombre de Palestiniens qui ont le statut de réfugiés selon l'UNRWA.

SANTÉ Carhaix Résistance: une victoire, qui en appelle d'autres...

Ce 27 octobre, presque à la veille de la grande manifestation qui devait se tenir à Quimper (le 4 novembre) en défense de l'hôpital public et la réouverture des urgences de l'hôpital de Carhaix (29), un protocole « de sortie de crise » et de développement de l'hôpital de Carhaix entre l'État et les éluEs du Centre Ouest Bretagne a ouvert les portes d'une victoire pour toute la population mobilisée depuis des mois...

Même si, à juste raison, l'intersyndicale de l'établissement de santé regrette de ne pas avoir été associée aux discussions sur ce protocole, c'est bien la mobilisation sans faille des syndicats, du comité de vigilance, des éluEs de Carhaix et du Centre Ouest Bretagne qui a obtenu ce résultat. L'État s'est engagé au maintien des services de l'hôpital et de ses urgences, et ce, malgré le mépris, les menaces et les plaintes auxquelles ont dû faire face les animatrices et animateurs du mouvement.



Radicalité et unité

En cette période où, comme l'a démontré « le Tour de France de la santé », particulièrement visible en Bretagne, l'hôpital public et la Sécurité sociale sont en grand danger, la lutte des personnelEs de l'hôpital, des usagerEs, des éluEs, de nombreux partis dont activement le NPA 29, alliant radicalité, détermination et unité, a démontré une fois de plus, comme en 2008 pour la maternité, que la résistance à Carhaix n'est pas un vain mot et que c'est cette voie qu'il faut emprunter pour obtenir satisfaction.

Satisfaction, la lutte continue, ici et ailleurs!

« Il y a ce sentiment d'avoir fait reculer l'État. La leçon est que la résistance et les luttes paient. Ça permet de changer un peu le rapport de forces, de bousculer, d'avoir un débat public. Ça permet à la population de se faire entendre », explique Philippe Poutou au côté de notre camarade Matthieu Guillemot, porte-parole du comité de vigilance.

Et si comme le dit Matthieu : « Force est de constater que c'est une grande avancée pour nous avec la garantie définitive du maintien de la chirurgie, de la médecine, de la maternité, de l'obtention d'une IRM fixe... il manque encore la date précise de la réouverture des urgences 24h/24. [...] On ne lâche rien et on va être extrêmement attentifs et vigilants » rajoutant : « Il y a des résultats, cette lutte doit continuer [...] et ça n'empêchera pas d'aller soutenir les camarades d'autres hôpitaux ».

CorrespondantEs NPA 29

ÉCOLOGIE Climat: encore un rapport accablant!

L'ONU a publié, fin octobre, un rapport sur six risques catastrophiques pour la planète et ses occupants. Ce rapport intervient avant la tenue de la future COP28 à Dubaï qui réunira, du 30 novembre au 12 décembre, les pays signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le rapport est clair : « Les émissions mondiales ne sont pas conformes aux trajectoires d'atténuation cohérentes avec l'objectif de température de l'accord de Paris [COP21]. Il existe une fenêtre de plus en plus étroite pour relever les ambitions et mettre en œuvre les engagements existants afin de limiter le réchauffement à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels ». Autrement dit, la grand-messe de la COP21 est à ranger au rayon des gadgets médiatiques habituels des gouvernants qui ne veulent rien changer, qui poursuivent sur la lancée du capitalisme productiviste, cause principale de la crise climatique.

Six risques majeurs pointés

La CCNUCC a réalisé un inventaire mondial des mesures prises par les États depuis la COP21 de 2015 pour contenir l'augmentation des températures sous les + 1,5°C. Que dit-il ? « En abîmant la nature et la biodiversité, en polluant à la fois la Terre et l'espace, nous nous dirigeons dangereusement vers les multiples points de bascule de risques, qui pourraient détruire les systèmes dont notre vie dépend », a déclaré Zita Sebasvari, auteure principale du rapport. De ce rapport, l'ONU a diagnostiqué six risques majeurs.

Quels sont-ils ?

Certains sont documentés depuis longtemps par les scientifiques, comme la fonte des glaciers, en particulier celle de la calotte glaciaire du Groenland, qui menace de submerger des territoires. De

même pour les fortes chaleurs qui augmentent chaque année et qui pourraient condamner toute vie humaine dans certaines zones du globe. L'effondrement de la forêt amazonienne dont les conséquences sont connues menace la biodiversité, accroît le changement climatique (les arbres sont des puits de carbone), augmente les risques de glissements de terrain, d'inondations et impacte les moyens de subsistance, dont ceux des peuples autochtones. D'autres risques sont pointés désormais, comme le système

d'alimentation en eau. Les eaux souterraines diminuent en volume, voire disparaissent. Des secteurs grands consommateurs, en particulier l'agriculture intensive, risquent d'être de plus en plus soumis au manque d'eau. Dans certains pays, des réserves sont à sec (Arabie saoudite) ou menacées de l'être (Inde). En France, les projets insensés de mégabassines défendus par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) prétendent répondre au problème.

CLIMAT: ON NE PEUT PLUS REVENIR EN ARRIÈRE



CHARMAG

Il y a aussi la crise des systèmes d'assurance. Les risques accrus, les dégâts de plus en plus nombreux et graves font augmenter le prix des assurances. Au point que certaines assurances se retirent de zones jugées à trop grands risques. Les débris spatiaux risquent de créer des collisions au point de rendre l'orbite terrestre inutilisable pour les satellites, y compris ceux qui servent à prévoir les catastrophes météorologiques. À ce jour, 10 590 satellites sont toujours dans l'espace, dont 2000 hors service, selon l'ESA (Agence spatiale européenne).

Rapport accablant donc solutions radicales

Le rapport de la CCNUCC renouvelle l'alternative : soit s'adapter aux bouleversements en cours, soit éviter les causes des problèmes.

Au NPA, nous privilégions les mesures radicales pour atténuer le réchauffement climatique comme le développement, et la gratuité, des transports en commun, qui diminue l'utilisation de la voiture (le secteur des transports représente 30% des émissions de gaz à effet de serre) plutôt que l'installation dans tous les foyers de climatiseurs qui rejettent la chaleur à l'extérieur des habitations et contribuent à encore augmenter la température des villes.

L'organisation capitaliste de l'économie, des sociétés est la cause première de la crise écologique. Sans sortie de ce système, pas de solution viable à long terme.

Commission nationale écologie

FÉMINISME Guerre, violences: solidarité de toutes les femmes le 25 novembre

Cette année à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, deux textes d'appels unitaires circuleront. Le NPA sera signataire et soutien de ces deux textes et appelle encore une fois à l'unification du mouvement féministe.

Les violences faites aux femmes se produisent dans tous les pays à travers le monde et en tout temps. Que nous soyons à l'école ou au travail, dans la rue ou bien chez nous, chez le médecin, partout les violences surviennent et s'abattent sur les femmes et les filles.

Un 25 novembre dans une situation internationale marquée par les guerres

Les contextes de guerre sont des catalyseurs de ces violences et viennent encore empirer la situation des femmes : elles sont toujours en première ligne de ces conflits armés et de leurs conséquences. Ainsi, en Ukraine les viols ont été utilisés contre les femmes comme armes de guerre. C'est aussi le cas au Congo où le génocide en cours repose aussi sur l'utilisation massive du viol de guerre et la mutilation génitale des femmes et des filles. En Palestine, alors que les bombardements continuent sur Gaza et font des milliers de victimes, Médecins sans frontières (MSF) rapporte que les femmes enceintes subissent des césariennes sans anesthésie faute de médicaments, à cause du blocus imposé par l'État d'Israël. Malgré une situation internationale dégradée les femmes sont en lutte dans de nombreux pays pour leurs droits : au Mexique, elles

dénoncent les féminicides qui touchent une dizaine de femmes et de filles chaque jour ; en Iran, elles se battent pour le droit de s'habiller comme elles l'entendent. Le 25 novembre s'inscrit donc dans ce contexte international et doit être l'occasion de dénoncer les violences et de montrer notre solidarité avec toutes les femmes qui les subissent, d'où qu'elles viennent et où qu'elles soient.

Unissant nos voix, on en dirait 20 fois autant

Cette année, il n'y aura pas de texte national unique d'appel à la manifestation du 25 novembre, mais un appel émanant d'une inter-organisations autour de Nous Toutes, comportant de nombreuses associations féministes rassemblant plutôt des jeunes, et un appel émanant d'un cadre unitaire comportant des associations du mouvement féministe plus « traditionnel » et les organisations syndicales. Si on peut trouver dommage cette division, il convient d'abord de la relativiser : le mouvement féministe se retrouvera bien dans la rue le 25 novembre, et ces deux appels n'empêcheront pas les femmes de manifester ensemble dans de nombreuses villes. Il convient aussi de voir ce que les deux textes ont en commun : une dénonciation des violences faites aux

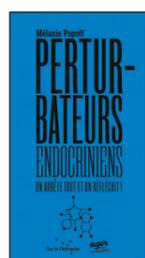
femmes en France comme ailleurs, avec un fort accent sur les luttes internationales, et une volonté de porter un message inclusif de luttes contre les violences commises contre toutes les femmes et les minorités de genre : femmes trans, lesbiennes, bi, racisées, en situation de handicap, etc.

Mais cette division des appels est le reflet de débats bien réels dans le mouvement féministe qu'il ne s'agit pas de nier : des différences de pratiques et de visions sur la construction du mouvement autonome des femmes, mais aussi des débats toujours en cours et vivaces sur la question de la prostitution ainsi que sur la transphobie. Car si les deux appels ont des positions claires de lutte contre les violences transphobes, certaines associations signataires au côté des associations plus traditionnelles ont pu défendre ou défendent toujours des positions à minima floues sur la question, voire avec lesquelles nous sommes en complet désaccord et contre lesquelles nous luttons. En signant les deux appels, nous réaffirmons ce qui est pour nous un objectif essentiel : l'unification d'un mouvement féministe large, unitaire et autonome. Avec le renouveau des luttes féministes à l'échelle internationale, l'intégration de nombreuses préoccupations liées aux situations différentes de chacune d'entre nous et la détermination d'une nouvelle génération, nous pouvons espérer faire trembler le capitalisme et le patriarcat ! Nous sommes fortes, fières, radicales et en colère, unies nous changerons la société !

Commission nationale d'intervention féministe

NOUVELLE COLLECTION **On arrête tout et on réfléchit!**

C'est l'invitation que nous lance la maison d'éditions Rue de l'échiquier. L'éditeur s'est associé avec Agir pour l'environnement afin de proposer une offre nouvelle de vulgarisation scientifique engagée, sur des thèmes centraux du débat public autour des questions environnementales. Le défi est de publier des petits livres utiles aux citoyenEs pour se faire un avis, mais aussi pour entamer la lutte sur des sujets chauds brûlants... ou urgents à dévoiler! Les deux premiers ouvrages sont parus le 2 novembre et seront suivis par deux autres en début 2024.



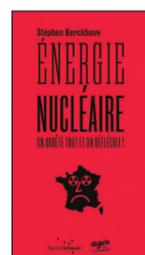
ESSAI **Perturbateurs endocriniens: On arrête tout et on réfléchit!** de Mélanie Popoff

Éditions Rue de l'échiquier, 144 pages, 13,90 euros.

Découverts récemment, les perturbateurs endocriniens, conséquence des évolutions industrielles rapides du siècle dernier et de nos modes de consommation, sont présents partout. Du matin au soir, chacunE d'entre nous en manipule en continu, aussi bien par le biais de nos vêtements que par l'alimentation, nos produits cosmétiques, etc. Ces substances peuvent avoir, selon les périodes de la vie auxquelles nous y sommes exposés (grossesse, puberté, vie fœtale...), des conséquences irréversibles, parfois même transmissibles aux générations futures, entraînant cancers, retards de croissance, obésité, diabète ou autres maladies génétiques.

Ce livre présente — de façon simple et accessible — un tour d'horizon de ces perturbateurs, de leur découverte à leurs répercussions, en passant par les raisons pour lesquelles les politiques restent majoritairement inactifs quant à leur réglementation. Il propose également des solutions pour s'en protéger au mieux par quelques changements d'habitudes faciles à mettre en place.

Cyrielle L.A.



ESSAI **Énergie nucléaire: On arrête tout et on réfléchit!**, de Stephen Kerckhove

Éditions Rue de l'échiquier, 112 pages, 13,90 euros.

En moins de 100 pages, Stephen Kerckhove se livre à une salutaire dénonciation de la «Jancovicisation des esprits». Il prend l'exact contre-pied de l'entreprise de réhabilitation du nucléaire qui sévit actuellement, du gouvernement Macron aux médias, dont l'emblème est la BD *Un monde sans fin* (Christophe Blain et Jean-Marc Jancovici). Méthodiquement, S. Kerckhove démolit un à un les arguments des nucléophiles tardifs de ce début de 21^e siècle: non le nucléaire n'est pas une énergie propre, sûre, décarbonée, non le nucléaire ne sauvera pas le climat, n'assurera pas l'indépendance énergétique de la France. Par contre, assurément, la société nucléarisée sera antidémocratique, contribuera à mettre en péril les fleuves déjà bien abîmés, nous exposera à d'éventuels accidents majeurs, et léguera bel et bien à notre descendance l'insoluble problème des déchets! Moins convaincant est le dernier chapitre qui renvoie un peu trop exclusivement aux solutions individuelles... mais le débat est ouvert!

Vincent Gibelin

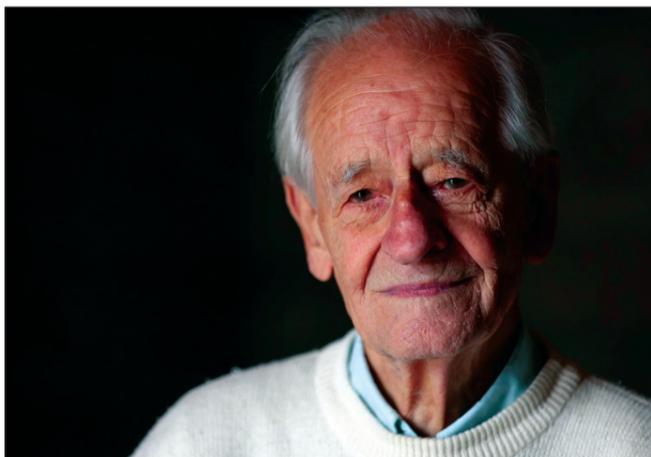
HOMMAGE Charles Piaget (1928-2023): un très grand monsieur s'en est allé

À 95 ans passés, Charles Piaget s'est éteint le jour de sa fête, le 4 novembre, au service de soins palliatifs du CHU de Besançon. C'est bien sûr avec une peine immense que nous avons appris son décès.

Peut-être son nom est-il ignoré des plus jeunes générations, et pourtant un infatigable militant de notre classe vient de s'éteindre. Après une enfance tumultueuse, il suit des études d'horlogerie au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Très jeune, il est embauché à l'usine LIP, la plus grande des manufactures d'horlogerie françaises. Issu d'un milieu catholique pratiquant, il se syndique à la CFTC dans les années 1950, tout en commençant à militer politiquement à l'UGS (Union de la gauche socialiste), une des composantes du futur PSU (Parti socialiste unifié). En accord avec ses convictions religieuses, il participe à la lutte anticoloniale et contre la sale guerre que la France mène en Algérie. Il est parmi les premiers adhérents du PSU à sa création en 1960. Avec son complice Roland Vittot, il anime la nouvelle CFDT, sur des bases de très large démocratie et d'unité avec la CGT. Il participe avec enthousiasme à Mai 68 et commence à apparaître comme une des figures marquantes du syndicalisme.

La lutte des LIP en 1973

C'est lorsqu'éclate «l'affaire LIP» en 1973 qu'il va devenir un personnage public. Avec l'équipe de la CFDT, il incarne durant plusieurs mois un combat que la France suit avec passion pendant plusieurs



NPA

mois. Y sont développées des pratiques de lutte peu communes: occupation de l'entreprise (pratique oubliée depuis juin 1936), AG quotidienne, large unité syndicale, création d'un Comité d'action, popularisation à travers le pays, saisie du stock de montres, remise en route (partielle) de l'outil de production et vente des montres. Autour du slogan, apposé sur la banderole qui orne l'usine, ils revendiquent «Ni démantèlement ni licenciements». La lutte des LIP sera la première riposte ouvrière au début des restructurations et des licenciements de masse. Ce mouvement passionne le pays, et un grand mouvement de solidarité l'accompagne. En septembre est organisée une immense manifestation à Besançon, 100 000

personnes, l'équivalent de la population de la ville. Refusant le plan du négociateur Giraud, qui avalise la logique des licenciements et du démantèlement de l'entreprise, les LIP poursuivront leur lutte jusqu'à la victoire en janvier 1974. L'unité de l'entreprise est maintenue, la totalité du personnel est réembauchée progressivement.

Las, les victoires ne sont jamais définitives, et en 1976, c'est un nouveau dépôt de bilan. Entretemps, la crise s'est installée, et les conditions de la lutte sont beaucoup plus dures. Après l'échec de l'Union de la gauche aux législatives de 1978, les LIP décident de créer des coopératives. Comme bon nombre de ses camarades, Charles ne se fait aucune illusion

sur une «solution coopérativiste». Tout au plus s'agit-il d'espérer tenir jusqu'à la victoire présidentielle de 1981. Mitterrand est bien élu, mais les coopératives de LIP sont abandonnées à leur sort.

Animateur local d'AC!

Épuisé par des années de suractivisme, Charles part en préretraite en 1983. Ce seront des années d'amertume et de repli sur sa famille. En 1993, après une rencontre avec une camarade de la LCR, il accepte de prendre sa place dans le lancement d'AC! (Agir contre le chômage!), dont il va être le principal animateur durant vingt-cinq ans à Besançon. Charles met ses compétences au service d'une lutte âpre, épuisante et très énergivore. En 2018, il décide de passer le relais — les années s'accumulant — tout en maintenant les contacts. Il continue d'être une figure reconnue dans toutes les manifestations. Alors qu'il avait été envisagé qu'il soit présenté à l'élection présidentielle de 1974 par un large rassemblement de l'extrême gauche, il est demeuré un militant humble, exemplaire et sans concession. Toutes nos condoléances à sa famille et ses proches.

Correspondant

Une fiche biographique lui est consacré sur le site Maitron.org. On peut lire également son important petit livre *On fabrique, on vend, on se paie*, éd. Syllepse, 2021.

FÉMINISME Écriture inclusive: panique à bord!

L'écriture inclusive, c'est une série d'outils pour reféminiser et neutraliser le genre dans la langue: le point médian, cesser d'appliquer la règle du «masculin qui l'emporte sur le féminin» quand on évoque un groupe mixte, utiliser la double flexion «bienvenue à tous et à toutes», les termes épiciques qui ne varient pas en genre alors qu'ils appartiennent à des catégories grammaticales qui ordinairement le font: «artiste, architecte, efficace, tu, je»... Il s'agit donc de tout ce qui permet la démasculinisation du langage.

Pourquoi la langue reflète-t-elle les rapports de domination?

Il est scientifiquement prouvé que le masculin ne fait pas le neutre, n'en déplaie au président. Les études de psycholinguistique prouvent que l'usage du masculin générique engendre des représentations mentales déséquilibrées (en faveur du masculin). Le Haut Conseil à l'égalité démontre que les femmes ont moins tendance à postuler à une offre d'emploi qui n'est pas en écriture inclusive. Il y a entre le langage et la réalité un rapport dialectique. La langue reflète les rapports de domination à l'œuvre dans le capitalisme patriarcal (et la réalité elle aussi est impactée par le langage). C'est un des lieux où se joue le rapport de forces de

Le débat revient de manière cyclique et plonge les réactionnaires dans leur habituelle panique morale. Le Sénat a adopté une proposition de loi visant à «protéger le français» des «dérives» de l'écriture inclusive, et Emmanuel Macron en a profité le 2 novembre pour affirmer que «le masculin fait neutre.»

"LE PÉRIL MORTEL" POUR LA LANGUE FRANÇAISE!



CHARMAG

classe, de race, de genre, et la langue peut être un instrument de domination, comme un outil de lutte pour l'émancipation.

Pourquoi les réactionnaires en ont-ils fait leur cheval de bataille?

L'extrême droite a décidé d'en faire une priorité dans sa bataille culturelle et idéologique contre ce qu'elle appelle le «wokisme», terme vague qui regroupe toutes les idéologies progressistes et leurs prétendus excès. L'offensive menée par la macronie contre

l'écriture inclusive est l'occasion d'un clin d'œil à un électorat de droite sensible à ces questions et de reprendre les thématiques chères au RN.

Or, les tenants de l'ordre établi révèlent ici l'ignorance de leur propre langue car, une fois n'est pas coutume, c'était «mieux avant». En effet, dans son histoire, la langue française a été plus inclusive. L'accord de proximité, la féminisation des noms — et même des participes présents — étaient pratiqués jusqu'au 17^e siècle, quand les dominants ont utilisé

la langue pour exclure les femmes. Il s'agit donc bien d'une question de rapport de forces.

Par ailleurs, le fait que le pouvoir cherche à dicter ce qui est autorisé ou non dans la langue est un pas de plus dans la dérive autoritaire du gouvernement, telle une police linguistique venue statuer puis réprimer ceux qui questionnent les règles.

Bien au contraire, ce sont ceux qui parlent la langue qui en définiront l'usage et trancheront. Loin des caricatures, l'écriture inclusive est une proposition. Celle de jouer avec la langue, sa plasticité, pour faire preuve de créativité. L'écriture inclusive n'a pas vocation à être codifiée ou imposée, il nous faut trouver par l'expérimentation et la réflexion collectives les formes qui conviendront le mieux.

Anne-Laure, Maëva et Lysa

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

• la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

SOUSCRIPTION Se donner les moyens de faire entendre une voix unitaire, anticapitaliste et révolutionnaire

Le premier semestre de cette année 2023 a vu se développer une longue et puissante séquence de luttes reliées et articulées par le fil rouge de l'affrontement contre l'autoritarisme.

Certes, ni le mouvement contre la réforme des retraites, ni la mobilisation contre les mégabassines, ni la révolte dans les quartiers populaires n'ont fait plier le gouvernement. En revanche, une telle lame de fond sociale n'a pas été sans effets ni enseignements.

Cours autoritaire

Contre la réforme des retraites, jamais la nécessité et la volonté d'un « tous ensemble » n'avait à ce point émergé depuis 1995 et peut-être même depuis 1968, malgré la faiblesse des assemblées générales décisionnaires dans les entreprises. La (non-) stratégie des directions syndicales consistant à enfile de sages journées d'actions ne pouvait, certes, pas mener à la victoire. Plus profondément, elle réfracte les reculs accumulés depuis quarante ans dans la conscience, l'expérience et l'espérance de notre camp social. Pourtant s'est paradoxalement forgée, par la répétition et l'endurance, une idée claire de la nécessité de l'unité. En face, ayant recours à tous les outils et manœuvres rendus possibles par la 5^e République afin d'empêcher l'expression parlementaire, puis lâchant ses flics une fois à cours de cartouches institutionnelles, le pouvoir macronien a franchi un nouveau cap décisif dans son processus conjoint de dérive autoritaire et de délégitimation.

Urgence écologique

Contre les mégabassines, la manifestation à Sainte-Soline le 25 mars a marqué là aussi un nouveau cap dans l'évolution des luttes écologiques. Par l'intraçable violence de sa répression policière, mais aussi de sa répression politico-judiciaire en décrétant la dissolution des « éco-terroristes » des Soulèvements de la Terre, le pouvoir macronien a démontré en creux à quel point l'urgence écologique est bien le nouvel enjeu de notre époque et que le capitalisme ne peut que mener à l'abîme. Il a aussi créé un fort mouvement de soutien et renforcé le niveau de conscience du mouvement social, conduisant à des mobilisations toujours plus importantes contre le tunnel Lyon-Turin, l'autoroute A69 et le contournement de Rouen. On ne dissout pas un mouvement !

Violences policières et racisme

Pendant la révolte qui a fleuri dans le sillage du meurtre de Nahel le 27 juin, et malgré ses limites au-delà des déclarations, jamais l'ensemble du mouvement social n'avait été aussi uni et conscient de ses causes, de ses enjeux, et des réponses à apporter, procédant ainsi à un réel saut qualitatif par rapport à la révolte de 2005. En presque



vingt ans, la reconnaissance et la compréhension du racisme systémique ont réellement progressé, en particulier via ses deux formes principales que sont les violences policières et l'islamophobie. Cette avancée sur le terrain idéologique pourrait être le prélude d'avancées sur le terrain politique et militant. Une lutte prenant le relais de l'autre, nous avons assisté à un processus de résistance face à un pouvoir dont la fuite en avant autoritaire favorise la convergence des actions, des affections, et des réflexions. En effet, depuis la mobilisation contre la loi Travail en 2016, en passant les Gilets jaunes, Notre-Dame-des-Landes, la réforme des retraites 2019, la pandémie de Covid-19, ou la loi Sécurité globale, la violence du pouvoir a favorisé le rapprochement entre les corps, les esprits, les causes et les groupes.

Internationalistes et anticolonialistes

Enfin, cet automne, la question coloniale est revenue sur le devant de la scène avec la nouvelle tragédie en Palestine. Et là encore, c'est bien le fil du cours autoritaire qui se déroule et produit des effets dévastateurs. Jamais une telle offensive politique et médiatique n'a été menée en défense de l'État colonial d'Israël. Jamais la parole islamophobe ne s'était à ce point libérée, faisant des Palestiniens des « animaux humains », comme l'a dit le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, ayant mérité leur sort, et avec eux tous les racisés de France. Jamais le nouvel « arc républicain »

Le NPA et ses militantEs sont partie prenante des cadres unitaires des mouvements de l'année 2023

réactionnaire ne s'était à ce point cristallisé et sur un arc aussi large, de Zemmour à la droite du PS. Jamais les défenseurEs des droits du peuple palestinien n'ont été à ce point accusés, insultés et réprimés (avec les accusations d'apologie du terrorisme et d'antisémitisme). Le NPA et ses militantEs ont été ou sont partie prenante des cadres unitaires qui ont construit les oppositions, les ripostes et les mouvements de l'année 2023.

Nous avons besoin de vous !

Dans toutes ces luttes mais aussi lors de l'élection présidentielle, le NPA a développé, à son échelle, une politique contre l'exploitation et les oppressions, une politique pour l'émancipation et l'auto-organisation, une politique où le processus révolutionnaire commence maintenant par les luttes contre l'ordre existant, une politique dans la rue (toujours) et dans les urnes (s'il le faut), une politique à la fois radicale et unitaire pour notre camp social dans une perspective écosocialiste. Mener cette politique a (aussi) un coup financier qui va croissant pour notre organisation. La construction et le soutien aux luttes, sa démocratie interne, les voyages des militantEs pour discuter et construire son orientation, l'entretien de ses locaux,

Vos dons sont vitaux, quel qu'en soit le montant

la rémunération de quelques permanentEs, le soutien de sa presse (*L'Anticapitaliste*) et de sa librairie militante (La Brèche), et bien d'autres postes de dépenses : tout cela coûte cher. Et l'inflation touche tout le monde, y compris le NPA... et ses donateurs. Faire un don au NPA est donc un geste dont nous savons la valeur, plus signifiante encore aujourd'hui qu'hier. Mais vos dons sont vitaux, quel qu'en soit le montant. Ils participeront à la menée d'une politique qui est la nôtre depuis la fondation du NPA en 2009 et qui n'est pas près de changer !

INFOS PRATIQUES

Les dons ouvrent le droit à une réduction fiscale des deux tiers du montant versé :

VOUS DONNEZ 3 euros, L'ÉTAT VOUS REVERSE 2 euros !

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

VOUS POUVEZ DONC MULTIPLIER VOTRE DON PAR 3

Pour donner en ligne :

<https://souscription.npa2009.org>

Pour envoyer vos chèques :

AFANPA – 2 rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

Ordre des chèques :

AFANPA

Limite de datation et d'envoi des chèques :

AVANT LE 31 DÉCEMBRE À MINUIT

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

PRÉCISEZ-LE POUR QUE LE REÇU FISCAL ARRIVE À BON PORT

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

PRÉCISEZ À QUI IMPUTER LE DON

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)
[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube *L'Anticapitaliste*, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste la revue

Le n°150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reviens *L'Anticapitaliste* chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

